

« L'immigration que nous subissons depuis un demi-siècle est sans précédent »

ENTRETIEN

PIERRE BROCHAND

Dans un entretien exclusif, l'ancien ambassadeur et ancien directeur général de la DGSE explique pourquoi, selon lui, l'immigration est le défi le plus important auquel nos sociétés sont confrontées. L'immigration de masse que vit la France depuis des décennies a créé des groupes culturels distincts dans notre pays, estime Pierre Brochand. Il juge que l'Europe est la seule partie du monde à nier l'importance de l'homogénéité culturelle. Or, pour l'ancien directeur général de la DGSE, la société des individus occidentale multiculturelle est vouée à des déchirements profonds. Il faut, plaide-t-il, un changement de cap complet de nos politiques publiques pour faire face à ce défi.

PROPOS RECUEILLIS PAR
EUGENIE BASTIE @EugenieBastie

LE FIGARO. - À l'automne, l'immigration semblait prendre une place centrale dans la campagne présidentielle. Le sujet est aujourd'hui éclipsé par la guerre en Ukraine et le pouvoir d'achat. Pourquoi, selon vous, ce thème de l'immigration avait-il réussi à se frayer un passage dans le débat ?

Pierre BROCHAND. - Il est vrai que, pendant quelques mois, à la fin de l'année dernière, on a davantage « parlé » d'immigration. À mon sens, pour deux raisons. D'une part, le temps passant et le phénomène s'amplifiant, il s'est avéré de plus en plus difficile - selon la formule de Péguy, désormais consacrée - d'empêcher les Français de « voir ce qu'ils voient ». D'autre part, une personnalité de rupture a brusquement surgi dans le champ convenu de la politique pour les inciter à ouvrir leurs yeux. Pour autant, les choses n'ont pas tardé à « rentrer dans l'ordre » et tout indique qu'une fois encore, l'immigration ne tiendra pas, dans la campagne actuelle, une place à la hauteur des enjeux qu'elle porte. Dans un premier temps, les pratiques coutumières de diversion ont fait florès. La principale a consisté en la mise en avant systématique d'inquiétudes présentées comme concurrentes : le « pouvoir d'achat », la crise sanitaire, le changement climatique. Aujourd'hui, la guerre à l'est a pris le relais. Non que ces préoccupations soient infondées, tant s'en faut, mais le fait de les opposer les unes aux autres, à coups de sondages, au sein d'une seule et même échelle de valeurs, de priorités et de temporalités, comme si elles étaient commensurables entre elles, s'apparente, je le redoute, à une énième façon de « noyer le poisson ».

D'ailleurs, même lorsque, presque par hasard, le sujet est mis sur la table, tous les moyens sont bons pour l'escamoter à nouveau, soit en le détournant vers des impasses sémantiques (le « grand remplacement »), soit en accolant à ses promoteurs les étiquettes disqualifiantes habituelles, soit en reprenant les mêmes artifices éculés (accent mis sur les courants - d'immigration - « illégaux »).

Or, pour ma part, vous le savez, je tiens le type d'immigration que nous subissons depuis un demi-siècle pour un événement hors catégorie, sans précédent dans notre histoire. Et, très honnêtement, j'avoue ne pas comprendre comment des esprits libres et éclairés peuvent encore sous-estimer sa gravité.

Pourquoi cet enjeu est-il particulièrement grave ? Il suffit pourtant d'en énumérer froidement les caractéristiques, pour mesurer l'impact de ce qui nous arrive : volume massif des flux, vocation de peuplement, absence de régulation politique et économique, majorité de civilisation extra-européenne et musulmane, esprit de revanche postcoloniale, réticence à la mixité, préférence pour l'endogamie, cristallisation en diasporas, taux de fécondité supérieur à celui du peuple d'accueil, et surtout - novation inouïe - évolution non convergente au fil des générations.

Passée une masse critique, les interactions individuelles - jamais irréparables - cèdent la place à des forces collectives, qui n'obéissent en rien aux mêmes lois

À mes yeux, ce bouleversement progressif de la population française, s'il n'est pas l'unique défi auxquels nous sommes confrontés, est le seul qui menace directement la paix civile sur notre territoire.

Vous avez été ambassadeur, puis directeur général de la DGSE. Comment avez-vous été amené à formuler un jugement aussi sévère sur la question de l'immigration ?

J'ai entièrement consacré ma vie à l'étranger. Ce qui me vaudra, je l'espère, l'indulgence du jury et, notamment, d'échapper à l'accusation - classique mais réhilitoire - de « repli frileux sur un Hexagone rabougri ». D'abord, je rappelle que, dans l'exercice des deux métiers que vous avez cités, le déni du réel et son corollaire, le « wishful thinking », constituent des fautes lourdes, de nature à se voir montrer la sortie. Si, donc, je mets « les pieds dans le plat », c'est au nom de ces décennies d'expérience qui m'ont appris à lire le monde tel qu'il est, et maintenant qu'il est entré chez nous, à regarder mon pays tel qu'il devient. Et, à ce titre, je crains de devoir tempérer quelque peu les nouvelles rassurantes que l'on nous sert, à longueur de journée, sur la généralité humaine.

En effet, au contact des milliers d'étrangers que j'ai côtoyés, j'ai pu vérifier la validité lancinante de constats, autrefois banals, aujourd'hui tabou. À savoir que, si la biologie nous réunit, la culture impose entre les groupes que nous formons, une distance qui peut aller jusqu'à exclure leur cohabitation. De même, passée une masse critique, les interactions individuelles - jamais irréparables - cèdent la place à des forces collectives, qui n'obéissent en rien aux mêmes lois. Soit un effet de seuil, qui commande, entre autres, l'acculturation : possible en deçà, irréalisable au-delà. Si bien que ce que l'on dénonce avec horreur sous le nom d'amalgame n'est, au fond, que l'observation d'un fait, déterminé par le nombre.

De sorte que le monde que dessinent ces « collectifs en action » n'est ni plaisant, ni souriant. D'un côté, ne nous le cachons pas, nul sentiment n'y est plus répandu que la xénophobie, en particulier au sein des pays dont nous recevons les immigrants. D'un autre côté, toutes - je dis bien toutes - les sociétés « multi » sont vouées à des déchirements plus ou moins profonds. Et dans ce cadre, il arrive que les minorités soient violentes et gagnantes, les majorités placides et perdantes, voire que les victimes n'en soient pas, car responsables de leurs maheurs. Enfin, il

faut admettre que l'Occident, dont la France ne saurait s'exclure, est une exception, dont la domination écrasante sur les affaires de la planète - couronnée par la globalisation - a partout semé envie et ressentiment.

Dans ce contexte, l'islam, entré en ébullition en réaction à cet ultime avatar de notre suprématie, est devenu le porte-drapeau des « humiliés et offensés », l'emblème du refus, voire du rejet, de ce que nous sommes, alors que la Chine et l'Asie, pareillement outragées, choisissaient de nous défier sur notre créneau de la compétition économique : le fait que l'arc musulman ne

compte aucune démocratie mais concentre au moins 80 % de crises « chaudes » de la planète, le fait aussi que ses formes de contestation de déstabilisation (djihadisme, salafisme, islamisme) se retrouvent à l'identique sur notre sol, en disent long sur l'insatisfaction d'un acteur historique de première grandeur, à la fois dynamique et rétrograde, dont il est clair qu'après des siècles d'absence, il a repris - via l'immigration - sa marche en avant sur la rive nord de la Méditerranée. Dernier enseignement, franco-français celui-ci : en conversant avec nombre de personnalités politiques dans la quiétude des salons d'ambassade, j'ai pu mesurer le fossé qui séparait leurs propos publics des jugements, moins amènes, qu'ils émettaient en privé, sur les effets de l'immigration dans leurs fiefs électoraux.

Quelles conclusions en tirez-vous ?

La première est que, si la coopération entre les civilisations est désirable, elle reste moins probable que leur rivalité, proportionnelle à leurs disparités culturelles, imbrications territoriales et conflits antérieurs. La deuxième est qu'il n'y a aucune raison que les désastres observés ailleurs ne se reproduisent pas chez nous, pour peu que les mêmes ingrédients y soient réunis : ne nous prétendons pas plus intelligents

Si la coopération entre les civilisations est désirable, elle reste moins probable que leur rivalité, proportionnelle à leurs disparités culturelles, imbrications territoriales et conflits antérieurs

que les Libanais ou les Yougoslaves. La troisième est qu'il vaut mieux prévoir le pire pour avoir une chance de le prévenir et qu'au fond telle est la fonction du régalién, auquel j'ai consacré ma vie. J'en ai conclu que, derrière la générosité des discours, personne ici bas ne faisait de cadeau à personne, qu'en conséquence l'émotion et la compassion n'étaient pas les plus fiables des outils d'analyse, que les conseillers - fussent-ils le *New York Times* ou d'honorables ONG - n'étaient pas les payeurs et que, si nos dirigeants renonçaient à défendre nos intérêts vitaux, sur notre propre territoire, personne ne le ferait à leur place. C'est ce corpus ultra-réaliste et, je le reconnais, désenchanté - mais, vous en conviendrez, pas vraiment réfuté par les événements du moment -, qui a servi de trame à mes réflexions, non sur l'immigration en général, inévitable et parfois souhaitable, mais sur le ressac des vagues « anormales » qui s'abatent sur nous depuis les années 1970 et dont seuls des rêveurs ou des hypocrites peuvent tirer un bilan « globalement positif ».

Plusieurs candidats à la présidentielle ont avancé des solutions pour maîtriser les flux migratoires. Celles-ci sont-elles satisfaisantes ?

Nous n'avons d'autre choix, si nous voulons vraiment reprendre le contrôle de notre démographie, que d'opérer un renversement de cap à 180 degrés, c'est-à-dire envoyer le message, urbi et orbi, « loud and clear », que la France ne sera plus, pour l'avenir prévisible, une terre d'accueil. Ce qui suppose une approche globale du problème et une intransigeance de tous les instants pour la mettre en œuvre. Toute émigration est, en effet, activée, à la fois, par un facteur « push » (qui in-

cite à quitter le pays d'origine) et un facteur « pull » (qui attire vers le pays de destination). N'ayant guère le moyen d'agir sur le premier - l'invocation rituelle du « codéveloppement » ne dupant plus personne -, nous n'avons d'autre solution que de réduire notre attractivité à zéro.

Je ne perçois pas, chez nos néophytes - et, soit dit en passant, encore moins chez le président-candidat, pour qui l'immigration reste un angle mort - la féroce inflexibilité qu'appelle l'urgence absolue. Sans compter le colossal travail de « ré-tropédalage » historique qu'exige la restauration du « pouvoir de faire et d'empêcher » de l'État national, aux lieux et place du « laissez aller, laissez passer », que nous proposent la Société des Individus et son extension européenne.

Il serait donc, selon vous, trop tard ?

En tout cas, il est bien tard. Car voyons les choses en face. Nous avons désormais à faire non plus à des individus dispersés, soit autant de « cas particuliers », en quête chacun d'avenir meilleur, mais à des « diasporas », c'est-à-dire des réalités collectives, solidement ancrées dans notre sol, fermement décidées à y persévérer dans leur être et dont la dynamique holiste dépasse et emporte la destinée particulière de leurs membres. Pour moi, c'est une circonstance a priori banale - la rencontre de football France-Algérie en 2001, déjà bien oubliée - qui a marqué symboliquement ce basculement. Pour être plus explicite, une « diaspora » est une entité, formée d'immigrés et de leurs descendants - y compris, fait capital, de nationalité française -, dont les effectifs, regroupés dans l'espace, atteignent une masse critique suffisante pour que la pression sociale y favorise la pérennisation des croyances et modes de vie des pays d'origine, avec lesquels les relations demeurent intenses : ainsi se forment spontanément des enclaves étrangères, plus ou moins fermées, tournant le dos au pays d'accueil et à ses mœurs.

Maintenant que ces noyaux durs sont fermement incrustés, il est bien naïf de croire que les clivages qu'ils portent comme la nuée l'orage soient exclusivement de nature économique et, donc, solubles dans la quantité. En fait, ces différences sont, d'abord et surtout, de type qualitatif, donc a-

priori non négociables. Elles recourent même très exactement les conflits indélicables qui ont causé nos pires maheurs dans le passé : le dissident religieux (en l'occurrence, celui, millénaire, entre l'islam et le christianisme, de part et d'autre de la Méditerranée), l'antagonisme colonial (autrefois dit, la guerre des mémoires, pas davantage monnayable que celle des croyances), le prisme racial (qui tend insidieusement à rapprocher le statut de nos immigrés de celui des descendants d'esclaves noirs américains, avec les mêmes effets calamiteux qu'outre-Atlantique).

Ne nous cachons pas la vérité. Un tel triptyque est voué à provoquer des enchaînements quasi mécaniques, dont nous voyons poindre les prémices, ainsi que je l'ai déjà indiqué : progression accélérée de la défiance sociale (à proportion de l'écart à la moyenne de la diversité), séparation des ethnies (preuve par neuf de la faille du « multi »), rivalité pour le contrôle des enclaves (en parodie des guerres coloniales), propension multiforme à la violence (du vol à l'arraché au terrorisme, en passant par les heurts intercommunautaires).

Où, il est très tard. Si l'on veut éviter qu'il ne soit trop tard, écoutons Monsieur de La Palice, quand il nous rappelle qu'il n'est pas d'effets sans causes et que, pour contrecarrer les premiers, il faut au minimum commencer par s'attaquer aux seconds.

* Directeur général de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) de 2002 à 2008, Pierre Brochand a été ambassadeur de France, notamment, en Hongrie et en Israël. Il est intervenu lors d'un colloque de la Fondation Res Publica sur le thème : « Pour une véritable politique de l'immigration. » Une version intégrale de cet entretien exclusif est à retrouver sur FigaroVox Premium. ■

